

# Benjamin Stora

**Avec toute la quincaillerie du monde qui inonde les marchés de notre pays, devrions-nous, aussi, importer notre Histoire ?**

**Pour nombre d'Algériens, Benjamin Stora constitue une énigme.**

Comment et pourquoi ce Français, natif de Constantine, est-il devenu, en l'espace de quelques années, l'incontournable spécialiste de l'histoire de la guerre d'Algérie, l'homme qui détient le quasi-monopole sur la question, intervenant sur tous les registres de la recherche universitaire et de la création artistique, produisant des ouvrages, des scénarios, des documentaires audiovisuels, parrainant des thèses de doctorat, animant des séminaires en France et dans notre pays, trustant les plateaux de télévision de l'Hexagone et les colonnes de nos journaux, à longueur d'année ?

Qu'est-ce qui explique cette hyperactivité ? Sa parfaite connaissance du dossier ? La grande facilité avec laquelle il accèderait aux sources et aux archives ? La médiocrité et le peu de fiabilité des autres historiens français ou algériens ? Son art de jouer des contradictions et des différends des uns et des autres des deux côtés de la Méditerranée pour prétendre à un rôle d'intermédiaire, une sorte de pongiste français, un «Monsieur bons offices» qui aiderait à enterrer la hache de guerre des mémoires ainsi qu'il l'avait laissé entendre, à l'issue de l'élection de François Hollande à la présidence de la République française alors qu'il défendait le contraire sur France 2 à l'émission de David Pujadas en mars dernier ?

Ou bien, plus prosaïquement, une inclination, terre à terre, pour le business qui lui fait prendre l'Algérie pour un juteux fonds de commerce, en cette année de commémoration du Cinquantenaire de l'indépendance ?

Si on tente d'ébaucher une première explication, on retrouve un peu de tout cela dans les tenants apparents de sa démarche, mais pas seulement.

La frénésie avec laquelle il s'emploie à agiter l'opinion française mais surtout algérienne à laquelle il s'adresse, chez nous, par le biais de certains médias, laisse penser que ses objectifs sont autrement moins superficiels qu'il n'y paraît.

Pour peu qu'on examine la chose de plus près, on se rend compte que ce matraquage et cette exposition aux feux de la rampe ne sont pas gratuits.

Pourquoi lui et pas les autres car ce ne sont pas les historiens étrangers qui manquent sur le créneau «Algérie» ?

Pour ne citer que les plus connus qui font autorité, rappelons les travaux de l'inévitable Charles André Julien, des représentants de la sensibilité communiste René Galissot et Henri Alleg, des bons connaisseurs du Mouvement national et de la Révolution algérienne, Jacques Berque, Charles Robert Ageron, Charles-Henri Favrod, Robert Colonna, André Nouschi, Jean-Luc Einaudi, Gilles Manceron, Gilbert Meynier, avec une mention particulière pour le moins ancien, Olivier Le Cour Grandmaison, sans oublier l'encyclopédiste de l'Antiquité Pierre Salama, les géographes André Prenant et Yves Lacoste et les constitutionnalistes Jean Leca et Jean-Claude Vatin.

On doit à ces historiens et à ces professeurs en sciences humaines des œuvres très circonspectes qui émarginent rarement à l'ésotérisme ou à la prolifération sans raison.

Plusieurs d'entre eux se sont acquittés, chacun selon la particularité de son temps et le degré de son équidistance avec le

sujet, d'un travail qui, sans avoir totalement rendu justice au combat de la Nation algérienne contre le système du colonialisme – loin de là – a eu, au moins, le mérite de ne pas déborder de l'académisme scrupuleux qu'ils avaient choisi comme méthode de traitement de l'objet de leur recherche.

Alors qu'est-ce qui fait la singularité de Stora dont le touche-à-tout tranche avec la tradition de sobriété et de rigueur des grands historiens français comme Henri Miquel ou Jean d'Ormesson, les références de l'histoire de la Résistance française ?

Qu'est-ce qui le fait courir, lui et ses sous-traitants algériens ?

Pour en savoir plus, il faudrait remonter à ses premiers écrits, ceux par lesquels il s'est fait remarquer, à commencer par le fameux «Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens» décliné comme s'il s'agissait d'une compilation de fiches de renseignements de la DST coloniale.

Le commun des citoyens algériens n'aurait pas tout à fait tort de poser la question de savoir dans quel but un tel travail fut effectué, personne n'étant dupe de ce que derrière toute entreprise, se cachent des mobiles que tout auteur s'oblige, naturellement, à masquer au moyen de développements présentés comme autant d'éclairages méthodologiques.

Il est vrai que de sous la chape de plomb qui pesait – et pèse encore – sur le tonneau des Danaïdes de l'Histoire algérienne, il aurait été impossible, voire impensable, pour des Algériens du cru, d'élaborer et de faire publier, à cette époque, un tel dictionnaire exposant à la clarté du jour la vie, les faits et gestes historiques de dirigeants et de militants du Mouvement national, frappés d'ostracisme, sans risquer d'encourir les foudres de la censure sinon de la répression.

C'est pour cette raison et aussi parce que la nature a, évidemment, horreur du vide que l'historien français s'est engouffré dans la brèche, flairant le bon filon qui allait lui permettre d'asseoir sa notoriété, de tisser de solides amitiés avec les cercles locaux qui avaient des comptes politiques et idéologiques à régler et de préparer, ainsi, le terrain à la diffusion de ses thèses favorites.

Une dizaine d'ouvrages, de films et de préfaces, plus tard, on sait, aujourd'hui, au détail près, quelles sont-elles.

Il ne s'en cache, d'ailleurs, même plus, assume et va jusqu'à quitter son costume d'historien pour revêtir celui de l'idéologue partisan avec lequel il apparaît, souvent, sur la scène publique.

Juste une parenthèse pour préciser qu'on comprendra fort bien qu'il n'entre pas dans ce propos, l'intention de formuler des invectives ad hominem, de dresser un auto-dafé ou de nier à qui que ce soit, où qu'il se trouve, le droit et la liberté d'écrire ce qu'il veut, à la réserve près, qu'il ne faut pas prendre les Algériens pour des nases prêts à avaler n'importe quelle mystification.

Des dizaines d'auteurs américains ont bien publié de nombreux travaux sur la guerre du Vietnam. Les Français qui les y ont précédés n'ont pas été en reste pour donner leur version sur la guerre d'Indochine ni les Alliés pour minimiser, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les mérites de l'Armée rouge soviétique et les pertes humaines considérables subies par l'ex-URSS.

Les guerres sont ainsi faites pour être racontées différemment selon que l'on se trouve dans un camp ou dans un autre, du côté des glorificateurs ou de celui des suborneurs.

Dans le cas qui nous intéresse, ce qui pose problème, c'est que Stora et d'autres «historiens» français enjambent, allégrement, les garde-fous scientifiques et éthiques de leur métier pour échafauder des thèses leur permettant de relire les événements historiques, selon leur propre grille, dans le but de leur donner un sens différent.

Ils écrivent l'Histoire comme ils écriraient un roman, à la manière d'un Yves Courrière, en convoquant leur subjectivité et leur talent de metteur en scène pour faire passer des faits et des idées pour ce qu'ils n'ont jamais été, avec l'intention arrêtée de reconstruire l'Histoire.

Une telle supercherie a un nom : le révisionnisme. Et comme tout révisionnisme n'est pas fortuit, il a un soubassement : l'arrière-pensée politique.

Stora a commencé à élaborer ses thèses après qu'il eut été approché par la fille de Messali Hadj afin de suivre la mise en forme de la première partie des mémoires du fondateur de l'Etoile Nord-Africaine.

A partir de là, il posa quatre présupposés qui constitueront la charpente de ses démonstrations ultérieures.

1) Pour lui, le peuple algérien aurait pu faire l'économie d'une guerre dévastatrice s'il avait accepté d'écouter le chef du MNA et refusé de se mettre sous la bannière du FLN.

2) La responsabilité de la violence est partagée par les deux camps, le tandem FLN-ALN étant accusé d'avoir commis des massacres et des crimes contre le peuple lui-même, les harkis et les pieds-noirs, «des taches indélébiles» qui discréditeraient, à ses yeux, la Révolution algérienne, au même titre que l'armée française pour ses actes de torture.

3) La Révolution algérienne est ramenée à une concurrence entre chefs et clans, l'engagement, les sacrifices et les pertes humaines et matérielles du peuple se retrouvant réduits à leur plus simple expression.

4) Les causes lointaines de la guerre qui remontent à 1830 sont rarement évoquées et analysées pour éclairer et justifier la lutte légitime de la Nation algérienne pour la restauration de son Etat usurpé.

Et Stora, péremptoire, de trancher : «Aux Algériens, l'Histoire de l'héroïsme, aux Français, l'Histoire des pieds-noirs et les harkis !»

Conclusion logique de ce raisonnement très spépieux : Exit la repentance, la présentation d'excuses, tout ce qui, selon lui, «insulterait l'avenir des relations entre la France et l'Algérie», feignant d'ignorer que c'est là que réside la pierre sur laquelle ces dernières achoppent et continueront d'achopper tant que l'Etat français s'obstine à ne pas admettre l'évidence.

N'importe quel lecteur algérien averti aurait pu répondre, point par point, à ces a-priori par trop simplistes.

1) Vouloir vendre le messalisme comme un catéchisme pour novices équivaut à engager une bataille perdue d'avance.

Tout en reconnaissant au leader du PPA-MTL le mérite d'avoir été le premier, avec Radjef et Inal, à revendiquer l'indépendance de l'Algérie, les Algériens se sont fait une religion définitive sur la question : l'image de Messali Hadj a été ternie ad vitam æternam par les positions qu'il eut à défendre à contre-courant de la Révolution armée et personne ne peut en restaurer le

Par Badr'eddine Mili, écrivain



lustre originel sans être rappelé à l'ordre par la vérité historique qui est au-dessus de tous et de toute considération sentimentale.

Ali Yahia Abdenour a eu raison de ces tentatives de dévoiement dans un article, sans concession, publié après le colloque organisé à Tlemcen, au printemps 2012, en hommage à l'illustre personnage.

Le débat, imprudemment rouvert, a été recadré et clos, de sorte que plus aucune faille ne subsiste désormais qui permette d'entretenir un doute quelconque sur la légitimité du choix de la lutte armée décidée par les instances de la Révolution algérienne, appuyées, sans réserve, par la majeure partie du peuple.

2) Le renvoi dos à dos des protagonistes de la guerre est un blasphème contre l'Histoire. La violence révolutionnaire opposée à la violence coloniale était une violence juste qui répondait à une violence première injuste.

Qui a oublié que la population algérienne qui comptait 8 millions d'habitants en 1830 s'était retrouvée au même stade démographique en 1962, en raison du génocide qu'elle avait subi, durant 132 ans, suite aux tueries collectives de Constantine en 1837, de Sétif en 1945, de Skikda en 1955, à la prise de la Smala, aux enfumades du Dahra, à la Bataille d'Alger, aux exécutions, aux expropriations, au déplacement de populations, à l'émigration, à la conscription dévoreuse de chair à canon ...

3) L'engagement du peuple algérien pour le triomphe de sa cause n'a jamais fait l'ombre d'un doute. Exception faite de la minorité de féodaux et d'auxiliaires alliés du colonialisme qui tentent précisément, aujourd'hui, par l'intermédiaire de leurs héritiers de classe, de travestir leur rôle véritable durant l'occupation, le peuple a entrepris une résistance de masse ininterrompue de 1830 jusqu'à la délivrance finale le 5 Juillet 1962. «Un seul héros, le peuple» n'a pas été un slogan creux, confondant tous ceux qui avaient vu dans la Révolution une affaire de chefs et de clans, ce qui a fait dire à Hocine Aït-Ahmed, à juste raison : «Nous récusons le terme "d'historiques", le seul "historique", c'est le peuple.»

4) Les causes fondamentales de l'insurrection de 1954 tirent leur force de l'agression perpétrée, en 1830, par Charles X contre l'Algérie, un pays prospère, pacifique où rivalisaient universités et écoles prestigieuses, réduit en quelques années en un pays soumis, délesté de ses terres, vidé de ses ressources, déraciné, interdit de religion, des crimes que Stora considère comme des brouilles inaptes à expliquer le soulèvement du 1<sup>er</sup> Novembre.